

Meggen, le 7 décembre 2005

Lettre ouverte

Thème: Abus de ressources publics / seco / goût amère de café

Transparence manquante et contradiction au devoir public reçu

Chers parlementaires,

Le seco, dans le cadre de la coopération économique pour le développement, s'est engagé avec €500,000 en décembre 2004 auprès du projet « 4C » mené par la GTZ (allemande) et l'ECF (Fédération Européenne du café). Ce projet est porté principalement par l'industrie dominante du café (Nestlé, Kraft, Tchibo) et utilise les slogans de la durabilité et de la coopération économique comme couverture pour renforcer sa position dans les pays producteurs de café, tous en voie de développement et ainsi obtenir encore d'avantage de nouveaux éléments de la chaîne productrice du café. Le résultat serait que les producteurs de café auraient un revenu encore plus bas tandis que les entreprises multinationales accroissent leur contrôle et leur bénéfice. Ce genre d'appropriation sont contre leur propres intérêts au long terme, vu que leurs partenaires commerciaux se débilitent et la qualité du café de grandes plantations survivantes se réduit d'avantage.

Le seco a approuvé ce projet à base des études, pas encore publiées à ce jour-ci, malgré l'opposition croissante à ce projet auprès de la Organisation International du Café (OIC). Le projet 4C manque de toute transparence (le but formulé de la durabilité ne concorde pas avec les mesures définies) ce qui a été critiqué au public par de nombreuses acteurs dans le monde du café – et ceci même avant l'engagement du seco. En plus, les pays producteurs de café se sont prononcés de manière officielle contre le projet 4C dans une déclaration à l'OIC. Le projet ne peut pas définir jusqu'à aujourd'hui – 3 ans et demi après le commencement – quelle serait la valeur ajoutée à espérer de part des producteurs de café et de part du monde du café comme secteur économique. Entre-temps les premiers projets pilotes du 4C ont du être retiré car des compagnies internationales voulait en prendre bénéfice en s'assurant de café en échange du financement d'un projet.

Le seco déclare officiellement : « le seco participe activement à l'instauration de règles plus efficaces, plus transparentes et plus équitables pour le bon fonctionnement de l'économie mondiale ... Le seco s'engage dans la coopération au développement économique en vue d'atténuer la pauvreté ». Le 4C, appuyé par le seco, ne peut pas faire preuve à la communauté internationale de son efficacité, qu'il est équitable et de sa transparence. La atténuation de la pauvreté par ce projet est très douteuse.

Nous vous référons à l'exemple de trois pays africains (le Cameroun, le Congo et la Côte d'Ivoire) qui ont perdu plus d'un million d'emplois ces derniers dix ans, causé par la concentration de la production du café. Cette perte, y ajoutée les places d'emploi indirectes perdues, est sans doute une des facteurs qui ont mené à la pression d'émigration africaine envers l'Europe. Ceci dit, il est aussi dans l'intérêt de la Suisse de promouvoir de la coopération économique efficace; le seco a réussi le contraire avec son engagement auprès du 4C.



The Worldwide Sustainable Coffee Fund

La proposition du 4C est surtout basé sur la théorie, elle crée de la nouvelle bureaucratie (supervision, rapports). La transparence manquante dans la gérance et exécution représente un potentiel pour un scandale comme celui du « Oil against Food » car les mécanismes pour le contrôle dans plus de quarante pays en voie de développement et sur une superficie de 50 fois celle de l'Iraq ne peut absolument pas fonctionner de manière satisfaisante.

Comme vous le savez 75 % du commerce mondial du café se déroule à travers de la Suisse; un chiffre d'affaires considérable pour la place financière suisse (env. 9 milliards de francs en valeur) dont il faut exercer du soin en assurant de la transparence et de l'éthique professionnelle. C'est pour ça que la politique correcte dans la coopération économique est d'énorme importance pour prévenir de possible dégâts d'image pour la Suisse.

Nous vous prions donc à vous comme parlementaire de demander auprès du seco a) de la justification de cette participation et b) de suspendre toute activité avec le 4C jusqu'à ce que les aspects critiques – efficacité, équitable, transparence, atténuation de la pauvreté, non expansion des entreprises industrielles dans les pays de développement – se puissent démontrer clairement et ouvertement.

Pour plus d'information, comme des données concrètes et des lettres dirigées au seco, au 4C, à l'ECF veuillez consulter sous www.coffeefund.org/lettres ou se mettre en contact avec nous.

Signé:

Walter Zwald, 6045 Meggen

Urs Kuchler, 6403 Küssnacht

Annexes:

- Lettre adressée au seco, 30Nov2005
- Déclaration des pays producteurs envers le 4C, 20Mai05